

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Geopolitique et strategie

N° 350 du 05.03

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Dossier Netanyahu

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Mustapha Cherif : Les leçons de Gaza.

1-2 Ann Wright : Gaza peut-elle se reconstruire sans les tunnels ?

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

2-1 Les dossiers Ostrovsky - Message de l'enfer.

2-2 Nous n'avons pas pu entrer dans la bande de Gaza ...

2-3 Benito Perez : Le juteux business de la colonisation israélienne.

3 Annexe

3-1 Pour soutenir la Résistance Anti-Impérialiste des peuples et la construction des Alternatives à la Globalisation.

Demain : Journal d'Afghanistan

Tiré à part

Dossier Netanyahu

1 Salama A. Salama : L'étape de Netanyahu

L'ascension de la droite israélienne aux dernières élections a donné lieu à des changements positifs sur la scène arabe. Des changements auxquels personne ne s'attendait.

Il semble que la domination des partis israéliens de droite de diverses tendances a secoué les parties arabes qui étaient tombées dans le piège Olmert, Livni, Barak, soutenu par l'Administration de Bush et la droite américaine. Cette domination a également poussé les différentes parties arabes à réviser leurs positions, alors qu'elles étaient entrées dans des batailles et des accusations réciproques qui ont failli dégénérer en cassures inter-arabes.

Cependant, il faut avouer que l'amélioration relative du climat des relations inter-arabes ne revient pas seulement à la tombée des masques côté israélien. Voilà que Netanyahu est propulsé au devant de la scène, devenant plus proche de la formation d'un nouveau gouvernement en coalition avec Kadima ou avec les autres partis de droite. Cette amélioration revient aussi aux mouvements égyptiens rapides, qui ressemblaient à une opération de sauvetage pour empêcher les forces palestiniennes de commettre un suicide politique, suite aux différends entre le Fatah et le Hamas.

En d'autres termes, l'initiative égyptienne était la bouée de sauvetage à laquelle les factions palestiniennes se sont accrochées, bien que le Fatah et le Hamas aient évalué différemment son efficacité. Ces deux parties ont réalisé que l'ascension de Netanyahu signifie la fin de l'une des étapes des tentatives de parvenir à un règlement. Des tentatives qui ont réduit considérablement le crédit d'Abou-Mazen et du Fatah, à cause de leur insistance à poursuivre en vain les négociations avec Olmert et Livni. Ce qui s'est terminé par un conflit acharné pour le pouvoir.

Les résultats effectifs du dialogue national entre le Fatah et le Hamas peuvent ne pas paraître avant le début des réunions entre eux, bien que les contacts aient commencé à travers la médiation égyptienne lors des discussions d'accalmie. Cependant, l'organisation du dialogue et sa poursuite sont plus importantes que la réussite des efforts d'accalmie avec Israël. C'est vraisemblablement pour cette raison qu'Israël a essayé d'exercer un chantage sur le Hamas et sur les Palestiniens en général, en revenant sur son accord de ne pas lier l'accalmie à la libération de Shalit. Olmert ne place pas l'Egypte dans l'embarras autant qu'il essaye d'exploiter l'accord d'accalmie dans le jeu des manœuvres pour former le nouveau gouvernement et faire prévaloir Livni sur Netanyahu.

Le problème de la réconciliation nationale palestinienne n'est pas la seule source de faiblesse arabe face à Israël. La fissure arabe, qui expose les relations entre l'Egypte et la Syrie à davantage de tiédeur et de faiblesse, ajoute beaucoup de complications qui se reflètent sur la réconciliation palestinienne. La Turquie a tenté de jouer un rôle pour combler cette fissure. L'Arabie saoudite tente également de parvenir à une position arabe commune, permettant à l'Administration américaine d'adopter une politique équilibrée à la lumière de l'ascension de la droite israélienne. En effet, le pire des scénarios est de faire face à un gouvernement présidé par Netanyahu à la lumière des divisions palestiniennes et arabes et d'une abstention américaine d'adopter une position claire qui aurait pu changer les résultats des élections israéliennes.

Salama A. Salama

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/2/25/opin2.htm>

publié le jeudi 26 février 2009

publié par al-Ahram hebdo en français

2 Netanyahu : Une diplomatie redoutée

Le retour de Netanyahu ne laisse pas d'inquiéter ailleurs dans le monde, et d'abord en Egypte, où il a laissé au président Hosni Mubarak un piètre souvenir. Ce dernier, après avoir tenté quelques médiations, s'était montré de plus en plus « exaspéré » par son homologue. « Aucun progrès ne vient », avait-il déclaré à l'époque, fustigeant le manque de conciliations. Le mandat Netanyahu arrive d'ailleurs au mauvais moment pour la médiation égyptienne : le cabinet de sécurité d'Ehud Olmert,

premier ministre sortant, vient d'entériner à l'unanimité une disposition qui lie le processus de paix à Gaza avec la libération du caporal Gilad Shalit. Ce dernier est détenu par le Hamas depuis 2006,

mais son sort ne devait pas être mêlé aux tractations pour un arrêt prolongé des combats. Cette décision est considérée comme une « insulte aux Egyptiens » par le médiateur israélien lui-même, Amos Gilad. « Je ne comprends pas ce qu'ils tentent de faire. [...] L'Egypte est notre dernier

allié dans la région ». On n'aurait pu rêver pire conjoncture pour l'avènement d'un gouvernement nationaliste.

Vincent Fortin

<http://fr.dir.groups.yahoo.com/group/MOinf/message/25828>

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/2/25/bref2.htm>

3 Netanyahu ne se décollera pas de l'extrême droite

Benyamin Netanyahu a été chargé vendredi 20 février de former le nouveau gouvernement israélien. Shimon Pérès l'a nommé premier ministre tout en sachant que la coalition potentielle de Netanyahu ne comprendra ni les centristes de Kadima, ni les Travaillistes. Vaincu de peu aux élections législatives du 10 février, le leader du

Likoud (droite libérale) dispose néanmoins d'une courte majorité de 65 sièges sur 120 à la Knesset (Parlement), grâce aux factions religieuses et nationalistes. Par voie de conséquence, le gouvernement Netanyahu, qui a tout au plus un mois et demi pour se former, risque d'être marqué très à droite. L'actuelle ministre des Affaires étrangères et chef du parti Kadima, Tzipi Livni, a d'ores et déjà déclaré qu'elle ne participerait pas à « un gouvernement sans vision politique ». Assurée de la majorité relative à l'Assemblée, avec 28 députés, elle préfère le confort de l'opposition. Son parti semble la suivre. « Nous ne serons pas la cinquième roue d'un carrosse qui n'ira nulle part », a déclaré le parlementaire Tzahi Hanegbi.

Le nouveau visage du gouvernement israélien est d'autant plus problématique que Benyamin Netanyahu a bâti son programme électoral sur l'avortement de l'offensive israélienne à Gaza. Les récents tirs de roquettes, depuis le Liban et Gaza, ont alimenté une fièvre sécuritaire au sein d'une opinion publique frustrée. Déjà au pouvoir entre 1996 et 1999, Netanyahu s'est clairement posé en adversaire d'une solution à deux Etats. Il avait d'ailleurs bloqué les Accords d'Oslo en 1993. Il rejette également le retrait des colons de Cisjordanie et la partition de Jérusalem, deux efforts jugés indispensables par de nombreux observateurs pour espérer une pacification de la région. En face, Tzipi Livni, sans apporter de réponses claires, ne voit pas de futur pour une terre palestinienne sans Etat. Entre les deux écoles, un gouffre. Et Netanyahu semble avoir choisi son côté, celui de l'extrême droite. Le troisième groupe parlementaire, Israël Beiteinou, dispose de 15 sièges à la Knesset. Il est dirigé par un juif d'origine moldave, Avigdor Lieberman, pour qui « le conflit israélo-palestinien n'est pas une priorité ». C'est hélas de cette faction que dépend désormais le nouveau premier ministre.

Lui-même paraît conscient de la précarité de sa position. Ce sont ces mêmes acteurs extrémistes qui avaient précipité la chute de son gouvernement en 1999, par surenchère conservatrice. Netanyahu a donc multiplié les appels au Kadima de Livni et aux Travailleurs d'Ehud Barak, sans succès. Dans ces conditions, les analystes ne prédisent pas de grand avenir au prochain gouvernement. Malgré sa position dure, Lieberman est loin d'être apprécié dans son milieu : suspecté de blanchiment d'argent et favorable à un judaïsme modernisé, il risque de ne pas mobiliser les autres partis d'extrême droite. Le regain d'extrême droite en Israël pourra donc être de courte durée, pour de simples raisons de blocages politiques.

Une diplomatie redoutée

Le retour de Netanyahu ne laisse pas d'inquiéter ailleurs dans le monde, et d'abord en Egypte, où il a laissé au président Hosni Moubarak un piètre souvenir. Ce dernier, après avoir tenté quelques médiations, s'était montré de plus en plus « exaspéré » par son homologue. « Aucun progrès ne vient », avait-il déclaré à l'époque, fustigeant le manque de conciliations. Le mandat Netanyahu arrive d'ailleurs au mauvais moment pour la médiation égyptienne : le cabinet de sécurité d'Ehud Olmert, premier ministre sortant, vient d'entériner à l'unanimité une disposition qui lie le processus de paix à Gaza avec la libération du caporal Gilad Shalit. Ce dernier est détenu par le Hamas depuis 2006, mais son sort ne devait pas être mêlé aux tractations pour un arrêt prolongé des combats. Cette décision est considérée comme une « insulte aux Egyptiens » par le médiateur israélien lui-même, Amos Gilad. « Je ne comprends pas ce qu'ils tentent de faire. [...] L'Egypte est notre dernier allié dans la région ». On n'aurait pu rêver pire conjoncture pour l'avènement d'un gouvernement nationaliste. Le seul espoir d'une relance du processus de paix en Palestine dépend désormais de l'Administration Obama. Considérée par ce dernier comme un dossier prioritaire, la formation d'un Etat palestinien n'est pas négociable. Washington s'est déclaré « toujours optimiste » sur les accords de paix. Les deux dirigeants semblent proches sur un plan humain, à en juger les entretiens de Netanyahu avec le président américain. En août dernier, ce dernier avait pointé la similarité de leurs personnalités politiques qui se sont rapprochées du centre pour mieux gouverner. Le leader du Likoud a déjà mis en sourdine ses projets d'un Grand Israël.

La négociation par le biais américain peut encore surprendre : Begin, qui a signé les accords de Camp David, était lui-même le fondateur du Likoud.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Fin diplomate, Netanyahu avait déjà noyé les Accords d'Oslo par sa technique de l'inertie. Pire qu'une position dure et frontale, l'attentisme forcené d'Israël pourrait bien retarder le processus de paix ad vitam aeternam, surtout si la possibilité d'une souveraineté palestinienne est rangée au placard du Likoud.

Vincent Fortin

<http://fr.dir.groups.yahoo.com/group/MOinf/message/25828>

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/2/25/bref2.htm>

4 Un gouvernement Nétanyahou, c'est la fin d'un processus de paix déjà moribond

21 février

Juan Miguel Muñoz - El País

sauf ingénu. la bouche pincée, il a fait allusion hier depuis la résidence présidentielle au processus de paix juste après avoir reçu la mission de former un gouvernement. Parce que le chef du Likoud n'ignore pas que les yeux de la Maison Blanche sont portés sur lui. Mais Netanyahou, comme beaucoup d'Israéliens, ne croit pas à ce processus. Kadima - le parti d'Ehud Olmert et Tzipi Livni - n'a lui-même pas avancé d'un pouce.

Sans aller plus loin, cette semaine a été approuvée la confiscation de centaines d'hectares de terres palestiniennes en Cisjordanie pour étendre une colonie au sud de Jérusalem. Et l'accession prévisible de Netanyahou au pouvoir ne fera que fossiliser encore plus ce processus. Surtout si ses partenaires de coalition

sont Yisrael Beiteinu, dirigé par [le fasciste] Avigdor Lieberman, et les groupes qui représentent les colons et tout ce qui est ultraortodoxe.

Ainsi se résume la position politique de Netanyahou en ce qui concerne toute concession à l'Autorité palestinienne de l'ex-président Mahmoud Abbas, lequel a été tout autant humilié par le premier ministre Ehud Olmert : non à la division de Jérusalem et non à l'évacuation de colonies.

C'est la doctrine que Netanyahou a prêchée tout au long de sa campagne électorale. Et il s'engage en contrepartie à promouvoir un développement économique de la Cisjordanie [ce qui reviendra à repeindre l'intérieur de la cellule - N.d.T].

Ce qui attend la Bande de Gaza, si Netanyahou tient ses promesses, ce sont des temps funèbres. « Nous renverserons le Gouvernement du Hamás », a-t-il déclaré.

Comme l'avaient déjà fait George Bush père et son secrétaire d'État James Baker au début des années quatre-vingt-dix — ils avaient gelé des prêts pour un montant de 10 milliards de dollars destinés au gouvernement d'Isaac Shamir — seule la pression économique et diplomatique de Washington pourrait tordre le bras à un gouvernement de Netanyahu.

Il faudra sans doute attendre, mais l'administration de Barack Obama ne paraît pas disposée à dilapider sept années avant de mettre les mains à la pâte. « Améliorer l'économie palestinienne, sans avancée politique, n'aura aucun succès », a tenu à expliquer jeudi l'envoyé de la Maison Blanche au Proche Orient, George Mitchell.

A peu près la même chose se produit en ce qui concerne la Syrie. « Gamla ne tombera pas une nouvelle fois », a affirmé Netanyahou en pleine campagne électorale tandis qu'il plantait un arbre pour commémorer une fête juive. Gamla est une colonie viticole sur le plateau du Golán [appartenant à la Syrie], occupé en 1967. C'est aussi le lieu où des juifs ont été mis en échec par des troupes romaines il y a 2000 ans.

Le chef du Likud ne veut pas non plus entendre parler de cessions territoriales. Mais peut-être Obama aura-t-il son mot à dire. Parce qu'il convient de rappeler que les dirigeants israéliens avaient en leur temps hurlé que le Sinaï égyptien ne serait jamais restitué, et c'est précisément un gouvernement du Likud — celui de Menahem Begin, pressé par l'ex-président américain Jimmy Carter en 1979 — qui a restitué le Sinaï jusqu'au dernier centimètre carré au président Anouar Al Sadat.

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6167

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information **1-1 Mustapha Cherif : Les leçons de Gaza.**

Gaza. Les canons, pour le moment, se sont tus, et on découvre l'étendue des tueries et des destructions.

Gaza a vécu des moments tragiques, des dialogues de sourds, le détournement du sens des mots et la censure, l'émotion face au carnage, le sentiment d'impuissance, de révolte.

Cette guerre, question archi-politique et non religieuse, ni raciale, au motif immédiat bassement électoraliste, doit être interrogée.

C'est un tournant dans les relations et les imaginaires entre les palestiniens et les israéliens, le Nord et le Sud, le monde musulman et l'Occident.

D'autant que des confusions règnent.

La politique d'Israël a pour effet de faire régresser la réflexion.

Au Nord, certains, influencés par les discours dominants ont des difficultés à discerner entre l'agressé et l'agresseur.

Au Sud, d'autres, à force de tout ramener à une violence injustifiable de l'occupant, oublie ce qui reste à faire pour que le monde arabo-musulman ne prête pas le flanc et tienne sa vraie et digne place dans le monde. C'est-à-dire aussi pour que la simplification ne le réduise pas au statut de simple victime.

Car il n'est pas exact que tout l'Occident assimile "musulman" et "fanatique". Tout comme il n'est pas exact qu'au Sud on assimile « sioniste » et « juif ».

Première leçon :Prise de conscience.

Face à la gravité de la situation, les peuples arabes, et des responsables politiques, réagissent d'abord émotionnellement.

Cependant, partout, l'immense majorité des manifestants a fait preuve de maturité, gardé son sang froid, respecté les lois de la Cité, et n'est pas tombée dans le piège des provocations. Peu ont appelé à la guerre, mais la plupart ont demandé l'arrêt de l'agression d'une population totalement démunie, soumise au blocus et aux bombardements.

Cependant, des régimes arabes, malgré leur riche histoire nationaliste, sont paralysés par la crainte de voir une seule faction de la résistance, à l'idéologie contestée, profiter de la situation. Prisonniers de visions défaitistes, ils se retrouvent incapables d'une analyse historique qui permet de définir leur stratégie.

La tragédie de Gaza risque de se répéter si la priorité n'est pas donnée à la mise en oeuvre de nouvelles alliances. L'arme de notre temps est avant tout informationnelle..

Il s'agit de communiquer, de comprendre les enjeux, de soutenir la coexistence pacifique entre les peuples, la logique du mouvement de libération, et d'amener les adversaires à s'inscrire dans la négociation, sur la base du droit et non point de la loi de la jungle. Au sein des palestiniens, pour défendre leur intérêt fondamental,

l'indépendance et la liberté, il y a une unité à fonder, une stratégie à concevoir et un coût à assumer. La lutte de libération en Algérie a triomphé sur ces bases. La résistance palestinienne, malgré ses limites, vient de démontrer qu'elle est capable de sacrifices.

Deuxième leçon : tirer les leçons du passé.

Le monde arabe et musulman, prend conscience que durant des décennies il n'a pas su gérer cette question centrale.

La proposition de paix, adoptée à l'unanimité des pays arabes depuis 2002, fondée sur la normalisation avec Israël, en échange des territoires occupés en 1967, est conséquente.

Mais elle restera ignorée si des mesures concrètes ne sont pas prises. Des régimes arabes et ces dernières années des groupes manipulés, ignorants des réalités du monde, ont succombé à la provocation, alimentant la peur et la propagande islamophobe, dans le contexte de la mondialisation de l'insécurité. De leur côté, les israéliens et des occidentaux ne voient pas l'injustice que subissent les palestiniens.. Aux yeux des arabes, les israéliens et des occidentaux sont intoxiqués par la propagande sioniste, qui apparaît comme l'anti-judaïsme et l'anti-humanisme. Reste à tirer les leçons pour que chacun travaille ses points d'aveuglement, et tenter de comprendre les points d'aveuglement de l'autre.

Sans correction de l'autisme israélien et occidentale, et sans correction des erreurs arabes par des actions constructives, contrecarrer la désinformation au sujet de la cause palestinienne restera une mission impossible, même si Gaza est devenu le symbole des opprimés, des faibles et des discriminés.

Troisième leçon : Changer la vision de l'Occident.

Il faut tenir au droit à la critique.

Si un travail de fond n'arrive pas à élever le niveau, pour rester à la fois ouvert et ferme et changer le regard de l'Occident au sujet de l'Orient, une guerre perpétuelle s'annonce. La politique des deux poids et deux mesures, au détriment des palestiniens, a pris des proportions inadmissibles. Elle est en outre contraire aux intérêts des pays occidentaux. Cela ruine leur crédibilité, la sécurité de tous et l'idée d'un ordre mondial juste.

L'Europe n'est pas quitte avec son passé. Des pouvoirs en Occident, traumatisés par le génocide des juifs d'Europe, ont encore mauvaise conscience.

L'instrumentalisation de l'innommable, la Shoah, constitue le socle du fait qu'Israël se place au dessus de toute loi.

L'inconscient collectif israélien semble avoir des difficultés à assumer l'histoire du judaïsme. Le sionisme mise sur le souvenir de la Shoah et la peur pour la mise au silence de toute critique à l'encontre de sa politique.

L'israélien gère l'immense catastrophe qu'a été pour lui la Shoah, par son exploitation pour se réfugier dans l'impunité. Il amplifie et ne montre que la souffrance des siens.

La répression du peuple palestinien est le résultat de cette histoire et de calculs liés à l'ambition d'hégémonie, à la désinformation, à la confusion entretenue au sujet de l'extrémisme mis en avant comme un épouvantail. Pour obtenir l'aval de la communauté internationale en vue de coloniser, de réprimer, de dominer, la propagande stigmatise, alimente le choc des civilisations, diabolise et inculque que tout musulman serait un extrémiste.

Fondée sur l'amalgame, elle fait diversion, même si l'opinion n'est pas dupe et que des courants dénoncent le bellicisme et les crimes de guerre. La cruauté de l'agression contre Gaza a choqué.

Quatrième leçon.. Cette guerre est une diversion.

Comble de la partialité, les occidentaux décident de désarmer le palestinien, la victime, le colonisé, et lui demande de reconnaître son bourreau. L'Occident dit assurer la sécurité au colonisateur et évite de garantir au colonisé sa libération. Le cynisme consiste à prendre seulement des mesures d'aides humanitaires, au lieu de prévoir une conférence internationale pour le règlement définitive de la création de l'Etat palestinien au côté de l'Etat d'Israël.

Gaza impose une question : comment Israël et les USA, et des pays européens consentants, peuvent-ils s'imaginer obtenir sécurité et paix en violant les règles de la guerre et en semant la mort et la haine ? Ce n'est pas un simple aveuglement, ou un racisme ordinaire. Israël et ses alliés considèrent que l'obstacle à l'hégémonie totale des USA, et du libéralisme sauvage sur le monde, en premier lieu est les peuples de culture musulmane. L'invention d'un nouvel ennemi, a pour but non pas de lutter contre le terrorisme, mais de faire diversion, d'empêcher que les questions des crises et des inégalités que vit l'humanité soient abordées. L'islam, l'autre version de l'humain, est visé. Il est sommé de s'occidentaliser. Lui refusant la possibilité de donner sa propre interprétation sur la marche du monde. L'islam n'est pas seulement une religion de la promesse pour l'au-delà ; il est aussi l'horizon de l'engagement dans le monde. Les réactions irrationnelles qui revendiquent son nom ne peuvent servir de prétexte à la guerre contre les musulmans. Empêcher que le peuple palestinien accède à l'indépendance c'est créer un abcès de fixation, une diversion, et partant barrer la route à la possibilité de débat au sujet des impasses du système dominant et de la régression du monde musulman.

Aujourd'hui, le risque est celui d'une neutralisation des deux dimensions essentielles de l'homme : le politique (la démocratie) et le religieux (une autre culture) ; rien ne serait politique, rien n'est religieux, dit-on, pour laisser place au nihilisme et mot d'ordre : *tout est marchandise*. La vision idéologique post-judéo-chrétienne de l'histoire cherche à imposer un seul langage et une seule conception de la modernité. Nier la possibilité d'orienter vers le juste, autrement que par la version occidentale signifie ruiner la possibilité de la démocratie, le lien social et la possibilité de vivre ensemble dans le respect du droit à la différence. Pour être à la hauteur du défi le monde musulman ankylosé doit revivifier ses potentialités à la civilisation.

Cinquième leçon. La violence est totale.

Il faut une réponse globale, politique, culturelle, économique. L'idée du progrès de l'humanité sous-entend, en Occident, une généralisation de l'athéisme et du capitalisme, comme corollaire de l'émancipation et du

développement. La rationalité ne suppose pas seulement la logique séparation des pouvoirs; sans l'exiger expressément, elle vise l'abandon de la culture spécifique.

La marginalisation des valeurs abrahamiques dans la sphère sociale est une violence qui pose problème pour toutes les cultures, pas seulement les cultures non européennes. Il ne s'agit pas de remettre en cause la sécularité, ni la liberté d'entreprendre, des acquis qui ne sont pas en contradiction avec le monothéisme, mais de rechercher une cohérence. Confronté à la réalité, il s'agit de dénouer ces noeuds et de ne mépriser aucun langage, aucune opinion, pour tenter de saisir la portée des paroles capables de parler à l'esprit des hommes. La culture politique dominante traite de terroristes ceux qui s'opposent à son totalitarisme. Israël se veut à la pointe de la répression de toute dissidence. Diviser pour régner, multiplier les colonies, rendre irréversible la domination, est la ligne d'Israël, qui ne semble pouvoir exister que dans le bellicisme. Politique systématique de morcellement des territoires occupés, d'apartheid. Gaza coupée du monde. Israël et des courants aux Etats-Unis imposent un ordre totalitaire, de murs et de contraintes. C'est le refus de la réciprocité, base de la civilisation. Le tout est habillé par des stratagèmes et des faits accomplis, au lieu et place du droit international. La politique démentielle du président sortant des USA se résume dans cet accord israélo- américain, cinq jours avant la fin de son mandat, qui réduit la question de la résistance à une « *contrebande d'armes* ». Israël surarmée pour consolider son rôle de gendarme du monde musulman, tente de fermer le jeu, mais il ne faut pas renoncer à éclairer le nouveau président. La venue du nouveau président américain Barak Obama peut être une opportunité de corriger cette politique vouée à l'échec.

Sa parole apaisante lors de son discours d'investiture sur la nécessité du *respect mutuel* entre les Usa et le monde musulman sont un tournant, qui démontre qu'il ne s'inscrit pas dans la théorie de la confrontation. Il s'agit de l'aider à garder le cap, lui préciser que les musulmans se fonde sur le besoin du vivre ensemble, mais que nul ne peut accepter de vivre à l'ombre d'un Etat qui ne ressemble à aucun autre, qui colonise et se place au dessus des lois. « Terre promise » dans le discours théologique juif, concept contesté, devenant « Terre Permise ».

Sixième leçon : S'allier.

S'allier, est un impératif. Personne ne peut seul faire face aux incertitudes.. Dans ce contexte, dialoguer ce n'est point refuser la critique mais comporte des conséquences : droit à la dignité, à la démocratie pour tous. Les systèmes politiques sont appelés à pratiquer l'humilité, surtout après les grands séismes politiques et leur répliques encore visibles des temps modernes, depuis trois siècles : colonisation rapaces de peuplement, l'innommable figuré par Auschwitz, Hiroshima, le Goulag, Sarajevo, et aujourd'hui Gaza, qui configurent le tombeau de la modernité. Aucune époque n'a été plus sombre. Mêmes barbares, les siècles obscurs fondés sur la cruauté n'ont jamais atteint ce degré sophistiqué de la déshumanisation et du refus de l'autre dans une logique du chaos, de la loi du plus fort et du risque nucléaire. C'est ce que Gaza subie. Pourtant, l'époque est aussi sans pareille en ce qui concerne la possibilité de résister et la passion de la liberté.

La violence sioniste, et néo-conservatrice américaine tentent d'empêcher de réinventer une nouvelle civilisation, une nouvelle Andalousie qui fait défaut au monde. Une nouvelle façon de guérir de la violence aveugle, de se prémunir des idolâtries, des sentiments de haine, pour rechercher le juste de manière publique et commune. Cette civilisation peut se dénommer celle de *l'hospitalité*, qui n'exclut ni le droit à la résistance, ni le débat, à mille lieues des injonctions qui appellent les peuples de culture musulmane à capituler, à passer à l'Ouest, comme si aucun problème ne se posait. Ce qui se joue en Palestine est aussi l'avenir du droit à la différence, du droit des peuples, même si certains de ceux qui résistent ont une version réactionnaire de la religion et de la politique.

La Turquie, l'Iran, le Vénézuéla, la Bolivie, lieux de civilisations, et d'autres, ont conscience du risque historique. Septième leçon. Revenir au raisonnement. Ce que les peuples de culture musulmane doivent comprendre a trait au fait que la force de la politique occidentale, malgré ses contradictions, repose sur l'exercice de la raison calculante. L'être moderne prend le risque de raisonner sans états d'âme. Le mondial musulman est en crise, mais cela est conjoncturel. La régression n'est pas fatale. Ce que le moderne, de son côté, doit comprendre réside dans le fait que le musulman a participé, et le peut encore, à la civilisation. L'Occident se mondialise. Ce qui pose problème, pour d'autres cultures c'est cette hégémonie, qui est imposée. Les cultures traditionnelles dans le monde succombent dans la dépersonnalisation. Les musulmans de leur côté résistent, mais sans reformes et créativité cela restera insuffisant. La voix d'un islam digne de ses plus hautes traditions, d'un islam non pas "modéré" - qualificatif faible- mais celle d'un islam de toujours, celui de l'interprétation, du savoir, de la hauteur de pensée : est peu entendue. L'époque actuelle est celle où il est vital que ce qui apparaît comme monde occidental et le monde musulman, liés, analysent leur devenir. L'Occident ne doit pas se laisser bercer par les avancées significatives qu'il a réalisées, et encore moins influencé par les milieux acquis à la logique de l'exclusion. Il doit faire le bilan sur son histoire et s'interroger sur les risques qu'il fait courir à l'humanité, de par les inégalités qu'il impose.

Le monde musulman, sur le plan externe, ne peut céder face aux agressions, et, au niveau interne, doit s'interroger sur les dérives des extrémismes politico-religieux et l'absence de pratiques démocratiques. Cette double résistance, sera salutaire si elle prend en compte ces enjeux. Gaza est le signe qui appelle à la réflexion vigilante.

Mustapha Cherif

MC est philosophe.

1-2 Ann Wright : Gaza peut-elle se reconstruire sans les tunnels ?

Comment reconstruire 5.000 maisons, commerces et bâtiments gouvernementaux quand les seules fournitures qui entrent dans la prison appelée Gaza passent par les tunnels ?

Au début du 21^e siècle, les pays dits "civilisés" réduisent toute une population assiégée à dépendre de tunnels creusés plusieurs dizaines de mètres sous terre, pour pouvoir s'approvisionner en produits les plus élémentaires... Les poutres en acier des toitures venant d'Égypte se plieront-elles à 90° afin de passer par les tunnels ? Les tonnes de ciment, de bois de charpente, de matériaux pour toitures, de clous, de plaques de plâtre et de peinture peuvent-ils être traînés à la main charge après charge, à 20 mètres sous terre par un tunnel de 150 à 200 mètres de long puis hâlés à travers un trou de 20 mètres pour être déposés dans un camion à Gaza ?

Les portes de Gaza se sont à nouveau refermées le jeudi le 5 février, le jour où notre groupe de trois personnes a quitté Gaza n'ayant eu le droit d'y séjourner que pendant 48 heures. Le gouvernement égyptien a fermé le passage frontalier de Gaza prolongeant le blocus et siège qui dure depuis 16 mois. Le passage avait été brièvement ouvert pour permettre les fournitures médicales et humanitaires d'entrer à Gaza à la suite des attaques dévastatrices de 22 jours par l'armée israélienne. Les attaques ont tué 1.330 Palestiniens et en ont blessé 5.500 autres. Le gouvernement israélien dit que le but des attaques était de punir le Hamas et les autres groupes pour avoir tiré des roquettes non ciblées sur Israël, roquettes qui depuis 2001 ont tué environ 13 Israéliens. La plupart des observateurs internationaux ont qualifié la réponse israélienne aux attaques de roquettes de disproportionnée et la punition collective comme constitutive de crimes de guerre.

Aujourd'hui, 17 jours après que les portes se sont refermées sur Gaza, elles demeurent toujours hermétiquement closes. Les pourparlers de cessez-le-feu au Caire entre le gouvernement israélien et le Hamas sont au point mort. L'ouverture de la frontière avec l'Égypte est un point contentieux des négociations du cessez-le-feu.

La reconstruction des maisons, des commerces et des usines sont pour les habitants de Gaza en attente. Plus de 5.000 maisons et immeubles d'appartements ont été détruits et des centaines de bâtiments gouvernementaux dont le Parlement, ont été démolis. Deux usines de ciment au nord de la Bande de Gaza ont été totalement détruites par les bombes israéliennes. Le porte-parole du ministre Olmert, Mark Regev, dit que les matériaux de construction tels que l'acier et le ciment pourraient être utilisés par le Hamas pour construire d'autres bunkers et roquettes.

Les dissensions au sein des rangs palestiniens entre le Fatah et le Hamas continuent même après l'attaque israélienne brutale sur Gaza. Le premier ministre Salam Fayyad veut de l'aide (peut-être jusqu'à 2 millions de dollars) pour reconstruire Gaza et que cet argent soit directement envoyé à chaque propriétaire d'une maison à Gaza, ce qui permettrait aux donateurs de contourner le gouvernement élu du Hamas. Les USA, Israël et d'autres pays ont désigné le Hamas comme étant une organisation terroriste et ils ne veulent pas que l'aide internationale arrive dans un Gaza administré par le Hamas et ce, malgré le fait que ce sont les gens de Gaza qui ont élu le gouvernement du Hamas. Le 2 mars, une conférence de donateurs internationaux se tiendra en Égypte pour discuter du coût de la reconstruction de Gaza.

Qui profite de la guerre et de l'occupation ?

Les fournitures pour la reconstruction de Gaza devront être amenées de l'extérieur. Israël contrôle 90% des terres frontalières de Gaza (les frontières septentrionales et orientales) et 100% de l'océan du côté ouest de Gaza. L'Égypte contrôle la frontière sud avec Gaza.

Les Israéliens qui ont bombardé Gaza sont les principaux bénéficiaires financiers de la reconstruction de Gaza. Ils l'ont bombardé et maintenant ils vont vendre les matériaux de reconstruction pour reconstruire ce qu'ils ont détruits tout comme les États-Unis l'avaient fait en Irak. Les Égyptiens vont également bénéficier financièrement grâce au prix élevé des petits matériaux de construction qui passeront par les tunnels et qui sans doute y transitent déjà depuis 6 semaines. Des femmes israéliennes (Coalition of Women for Peace) ont créé un site web qui détaille les profits de l'occupation.

Un autre site web est sans doute en construction, site qui va traquer les compagnies israéliennes, égyptiennes et américaines qui vont bénéficier du bombardement de Gaza.

Echange de prisonniers comme élément du cessez-le-feu

Le premier ministre Ehud Olmert et son cabinet de sécurité ont déclaré cette semaine qu'aucun passage frontalier n'ouvrira tant que le soldat israélien Gilad Shalit ne sera pas rendu à Israël. Shalit a été capturé par le Hamas en 2006 lors d'un raid israélien qui a pénétré dans Gaza. Le Hamas demande en échange la libération de 1.400 prisonniers palestiniens.

Le porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum dit que le Hamas « ne s'opposerait pas » à la libération de Shalit si Israël libérait 1.400 des 11.000 prisonniers palestiniens détenus par Israël dont les parlementaires élus en 2006 à Gaza. Israël avait consenti dans le passé d'échanger un grand nombre de prisonniers palestiniens contre quelques soldats capturés (ou leurs cadavres). Mais les officiels israéliens et palestiniens ne sont pas tombés d'accord sur le lieu où seraient envoyés les prisonniers libérés après l'échange. Israël veut que tous les prisonniers soient expulsés du pays et le Hamas veut qu'ils retournent dans leurs foyers à Gaza ou en Cisjordanie.

« Ouvrez les frontières » dit la Délégation Internationale pour Gaza

Le 5 mars, pour la Journée Internationale de la Femme, je ferais partie d'une délégation internationale de 30 membres qui se rendra sur la frontière de Gaza avec l'Égypte en solidarité avec les femmes de Gaza. Des Israéliennes seront au point de passage frontalier israélien à l'entrée de Gaza. Des groupes dans le monde entier participeront pour faire pression sur les gouvernements israéliens, égyptiens et américains afin que les frontières s'ouvrent et que ses habitants puissent reconstruire leurs vies. Pour plus d'information au sujet de la délégation internationale, voir : <http://www.codepinkalert.org/articl...>

Ann Wright

28 février

*Ann Wright (62 ans) est une vétérane de l'armée US de réserve, retraitée en tant que colonel et ancienne diplomate des USA et qui a démissionnée en mars 2003 en opposition à la guerre en Irak. Elle a servi au Nicaragua, Grenade, Somalie, Ouzbékistan, Kirghizie, Sierra Leone, Micronésie et Mongolie. En décembre 2001, elle faisait partie d'une petite équipe qui a ré-ouvert l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul, Afghanistan. Elle est également la co-auteur du livre « [Dissent : Voices of Conscience](#) »

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6210

Traduction : Ana Cléja

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Les dossiers Ostrovsky - Message de l'enfer.

Occasionnellement paraît un article tellement dérangeant de par sa teneur que l'on aurait aimé crier au monde, en proie à la colère et à la frustration : « Stop ; arrêtez, ça suffit ! ».

Le quotidien israélien Ha'aretz a publié un article tel que celui-là, sous la plume d'Aviv Lavi, le 23 décembre 1999.

Généralement, Ha'aretz traduit ses articles (publiés originellement en hébreu, ndt) - ou, tout au moins, des versions quelque peu édulcorées desdits articles - en anglais, après quoi il les met à la disposition du public sur son site ouèbe à l'adresse www.haaretz.co.il/english.

Mais certains articles, comme celui dont nous allons traiter ci-après, ne sont pas traduits en anglais, pour des raisons qui vont vite s'avérer évidentes...

C'est l'histoire d'Haim Peretz, un Israélien apparemment ordinaire, grandi dans la petite ville d'Ofakim - qui n'est pas particulièrement le genre d'endroit où grouillent des militants d'extrême-gauche. Néanmoins, en le déclarant bon pour le service militaire, les responsables israéliens avaient négligé chez lui un vice de caractère.

Figurez-vous que ce jeune homme quelconque originaire d'une ville on ne peut plus ordinaire avait, à l'insu des autorités, **développé une conscience** !

Cela ne fut apparemment pas remarqué durant toute la période, de près de trois ans, durant laquelle Haim Peretz travailla sur l'avion F-16 en tant que technicien de l'armée de l'air israélienne.

Toutefois, alors qu'il ne lui restait plus que quinze jours à tirer avant la « quille » de son service militaire obligatoire d'une durée de trois ans, le premier sergent à la conscience sans tache fut envoyé pour une corvée de quinze jours dans un centre de rétention au point de passage d'Erez, entre Israël et la bande de Gaza...

Il n'est absolument pas inhabituel que des soldats arrivant à la fin de leur service soient « désignés comme volontaires » par leur unité pour donner un coup de main à certaines unités en sous-effectifs, dans lesquelles personne ne veut être affecté.

Peretz n'avait pas la moindre intention de faire des vagues, dans sa nouvelle et ultime affectation : tout ce qu'il voulait, c'était tirer paisiblement ses trois semaines, et retourner dans le civil...

Le centre de rétention en question se trouve du côté israélien du checkpoint d'Erez ; il sert à incarcérer des Palestiniens arrêtés tandis qu'ils tentaient de pénétrer en territoire israélien sans avoir les papiers requis.

En majorité, ces prisonniers sont des gens qui ont été arrêtés tandis qu'ils essayaient d'entrer en Israël pour y trouver du travail. Ils sont arrêtés, et amenés dans le centre, où ils attendent de passer en jugement. Leur attente peut aller d'une semaine à trois mois.

Généralement, ce centre de détention compte environ soixante pensionnaires, il est géré par une unité régulière de soldats de « Tsahal », renforcée par une aide temporaire envoyée par d'autres unités, comme celle d'Haim Peretz

Il est arrivé dans ce centre en mars 1999. Après la fin de son service et son retour à la vie civile, il est allé au siège du quotidien Ha'aretz afin de raconter son expérience.

Peretz a passé les deux dernières semaines de son service militaire au centre de rétention d'Erez.

Voici quelques extraits

« Dès le premier jour, j'ai compris ce qui se passait, là-bas.

Six ou sept prisonniers sont enfermés dans des cellules de trois mètres sur trois. Il n'y a pas de lits. Les prisonniers (des hommes de tous âges, depuis des adolescents jusqu'à des hommes âgés) dorment sur des couvertures étalées à même le sol en béton.

« La cellule n'a pas d'autre ouverture que deux petits trous de ventilation munis de barreaux. Il n'y a pas de toilettes : les prisonniers peuvent se rendre aux toilettes une fois par jour, au moment où on les emmène à l'extérieur, le matin, pour leur promenade quotidienne. Le reste du temps, ils utilisent un gros seau, placé au centre de la cellule. Au passage, je mentionne que cette pratique les empêche de faire leurs prières (leur religion, l'islam, leur demande de prier cinq fois par jour), parce que ce seau transforme leur cellule en latrines, un environnement dans lequel les musulmans ne peuvent pas prier).

« Le règlement spécifie que les prisonniers ont droit à une promenade d'une durée d'une heure,

quotidiennement. Mais cette « heure » est extrêmement élastique : parfois, le sergent (terme désignant quiconque est responsable des prisonniers, il s'agit généralement d'un caporal, voire même d'un civil) décide que la promenade ne durera qu'une demi-heure, ou même un quart d'heure. Le simple fait de laisser sortir les prisonniers de leur cellule pour la promenade quotidienne est une corvée, pour lui, et, dans la plupart des cas, il ne veut pas se casser la tête.

« C'est à ce moment précis (de la promenade quotidienne) que les prisonniers sont censés aller aux toilettes, utilisant deux WC pour vingt personnes, dès lors que vingt prisonniers sont emmenés à la promenade à la fois. Souvent, il n'y a pas de papier hygiénique. Quand les prisonniers en demandent, parfois on leur dit oui, parfois on leur dit non, souvent on leur dit peut-être.

Les samedis (shabbat), il n'y a pas de promenade. Après tout, le sergent doit avoir son repos de shabbat. Aussi les prisonniers sont-ils enfermés durant quarante-huit heures, du vendredi matin au samedi matin. « Tout le monde a droit à deux cigarettes par jour, mais les gardiens se servent des cigarettes comme d'une monnaie d'échange, et ils font passer les prisonniers par les sept degrés de l'enfer avant de leur refiler leurs clopes. Parfois, les gardiens ne donnent pas de cigarettes aux prisonniers, pour la simple raison qu'ils n'ont pas envie de leur en donner.

« Une fois par semaine (le mercredi), on emmène les prisonniers à la douche.

C'est un spectacle horrible : les prisonniers, en groupes nombreux, sont poussés dans deux salles de douche, avec un seul pain de savon pour tout le groupe. Pendant ce temps-là, les gardiens surveillent leur chronomètre, et ils gueulent aux prisonniers de se grouiller.

« Certains prisonniers, voulant tout simplement éviter l'humiliation, restent en-dehors des douches. Certains d'entre eux, dans la prison, n'avaient pas pris de douche depuis plusieurs semaines. Aucune raison objective n'impose de ne laisser aux prisonniers la possibilité de prendre des douches qu'une fois par semaine, mis à part le fait que prévoir plus de séances de douche, cela dérangerait le sergent. Même après avoir pris une douche, les prisonniers doivent remettre leurs vêtements sales.

On ne leur donne aucun vêtement de rechange, ni même une serviette de toilette. Parfois, ils doivent porter les mêmes vêtements sales durant plusieurs mois d'affilée.

« Il y a là des enfants de douze-treize ans. Quand j'étais au centre (au mois de mars), il y avait un gamin qui était arrivé sans chaussures. Il est resté pieds nus. Il allait et venait, dans cet état. D'ailleurs, c'est toujours les pieds nus qu'il a été emmené devant le juge...

« Les prisonniers n'ont aucun contact avec leur famille. Le jour de leur arrestation, on les autorise à passer un coup de fil, et s'il n'y a personne chez eux, c'est leur problème. Quiconque est mis en examen est autorisé à conférer avec un avocat, mais cela n'arrive pas souvent, car les procès en eux-mêmes semblent une aberration. L'avocat promet qu'au cas où il serait retenu, il obtiendrait la libération du prisonnier au prix d'une amende de 1 500 shekels. Et ça, pour des gens qui ont tenté de pénétrer en territoire israélien afin d'y travailler pour 50 shekels par jour.

« J'escortais les prisonniers au tribunal, en tant que garde de sécurité. Les jugements se déroulent dans une petite pièce, dans un local adjacent. Il s'agit de procès à la chaîne. Sans aucune valeur. La juge et la procureure ont déjeuné ensemble avant les auditions, et elles sont elles-mêmes lassées par la routine. Elles s'interpellent par leur prénom. Elles produisent des sentences de plusieurs mois de prisons ou d'amende, mais comme les prisonniers n'ont de toutes les manières pas un seul radis en poche pour payer une quelconque amende, ils restent en prison.

« Un garçon de quinze, ou seize ans, s'était vu infliger une amende de 300 shekels. Je l'ai pris à part et je lui ai donné 200 shekels, que j'avais sur moi. L'officier a vu cet échange, du coin de l'œil, et il m'a gueulé après, m'accusant d'avoir voulu tirer un Arabe d'affaire. J'ai vu ce même gosse, une semaine après, toujours en tôle, pour la simple raison qu'il n'avait pas la totalité de la somme qui lui aurait permis de s'acquitter de son amende.

« Les prisonniers reçoivent trois repas par jour. Le matin, un grand plat est déposé au centre de la cellule, sur lequel les gardiens balancent une miche de pain, un petit bol de fromage blanc et quelques légumes. Le seul petit bol de fromage blanc est supposé suffire à sept adultes. Au déjeuner, il y a du riz et un ou deux hot-dogs par prisonnier. La quantité de nourriture reçue par un prisonnier dépend de la lèche qu'il fait auprès des soldats qui le gardent.

« En cas de visite annoncée d'Amnesty International au centre, les inspecteurs étaient amenés dans la cellule où les collaborateurs étaient enfermés. Les collabos disaient aux visiteurs que la nourriture était grandiose. Le soir, le prisonnier reçoit la même chose que le matin. La plupart du temps, ils ont faim. Si quelqu'un doit être emmené à l'extérieur, pour son procès, par exemple, durant le déjeuner, ou s'il doit être emmené pour une quelconque raison, on ne lui donnera pas son déjeuner. Quand j'ai demandé qu'il soit pallié cela, on m'a intimé l'ordre de « la fermer ». Même dans les conditions telles qu'elles sont, l'entretien des prisonniers coûte trop cher au pays, m'a-t-on dit, et « ces sangsues nous bousillent la vie... »

« Une fois par semaine, le mardi ou le mercredi, on donne une boisson chaude aux prisonniers. Une semaine, où je me trouvais au centre de rétention d'Erez, les prisonniers n'ont pas eu de boisson chaude. C'est pitoyable, de voir des gens qui ont espéré durant toute une semaine une tasse de thé chaud la réclamer quand on ne la leur donne pas (c'était l'hiver, et il n'y a pas de chauffage, dans les cellules). La seule raison de cette absence de thé, ce jour-là, c'était que « les cuisiniers ne voulaient pas se faire chier ».

Il est très rare qu'un Israélien rompe les rangs et raconte à tout le monde, en détail, ce qui se passe réellement à l'intérieur de ces camps du gouvernement israélien.. Ce n'est pas quelque chose de facile à faire, et Haim essaie encore aujourd'hui de comprendre pour quelle raison il a senti qu'il lui incombait, à lui, de franchir le pas et de raconter ce qu'il avait vu et vécu.

« C'est peut-être parce que je viens, moi-même, d'un milieu où l'abondance n'était pas la norme, et que j'ai vu des gens traverser des temps difficiles. Je ne pouvais pas supporter de voir des gens se faire maltraiter de la sorte. Pour l'amour de Dieu ; nous n'avions pas affaire à des terroristes, ni à des gens qui eussent voulu faire du mal à qui que ce fût. Tous ces pauvres gens n'aspiraient qu'à une seule chose : travailler, pour faire vivre leur famille...

« Quand j'étais au lycée, je travaillais dans une usine textile, où la majorité des ouvriers étaient des Arabes. J'ai eu des relations géniales avec eux. J'ai appris quelques mots d'arabe avant d'aller faire mon service. J'avais eu également l'opportunité de prendre quelques cours d'arabe et de théologie islamique, à l'université pour tous, avant d'entrer dans l'armée. C'est probablement la raison pour laquelle, à la différence de la quasi-totalité des autres soldats, je ne voyais pas dans tout Palestinien un terroriste, ni je ne regardais les Palestiniens de haut. »
Go-Between, entre les gardiens (israéliens) et les prisonniers (palestiniens)

En raison de sa connaissance partielle de l'arabe, Haim devint une sorte d'intermédiaire, de go-between, entre les gardiens et les prisonniers. Il les escortait à leur procès, ou chez une infirmière ou un médecin. Là, un prisonnier pouvait normalement s'attendre à trouver un îlot de compassion, quelqu'un qui, conformément au serment hippocratique du médecin ou de l'infirmière, aurait soulagé, ne serait-ce qu'en partie, la souffrance du prisonnier. Mais la réalité était bien différente...

« Le genre de traitement médical qu'ils reçoivent est en soi une histoire. Quand ils arrivent, on leur fait passer un checkup afin de vérifier qu'ils sont suffisamment en bonne santé pour être maintenus en prison. Ce checkup vise en réalité à donner au centre de rétention un vernis de légitimité

« En fait, le médecin n'a ni touché, ni examiné les prisonniers. Il leur a juste demandé s'ils allaient bien. Il ne parlait pas un seul mot d'arabe et il était totalement incapable de comprendre ce que les prisonniers répondaient - oh, remarquez, il y avait peu de chances qu'ils se fussent plaints, quoi qu'il en soit...

« Les médecins sont des réservistes, qui travaillent par roulement. Quand j'étais dans ce centre, le docteur ne permettait pas aux prisonniers de s'asseoir, ni de s'étendre sur le lit, tandis qu'il les auscultait. Il ne voulait pas que le lit d'examen se salisse, aussi il disait aux prisonniers de s'étendre sur le carrelage... Durant une des visites, un prisonnier s'étant exceptionnellement plaint d'une douleur je ne sais plus où, le médecin dit, en ma présence : « Il faudrait qu'ils crèvent tous, ces Arabes, qu'ils se reçoivent chacun leur balle et qu'on en soit débarrassés. Qui a besoin de les soigner ? » Ensuite, il me précisa qu'il ne faisait que plaisanter, mais je savais parfaitement que ça n'était absolument pas le cas...

« Dès le début, ce toubib traitait les prisonniers comme de la merde. Il ne faisait que les tirer ou les pousser, il leur gueulait après et il les maudissait. « C'est quoi, ton blaze, sale Arabe ? », demandait-il. Les jours où il s'était levé du bon pied, il leur donnait de l'Acamole [c'est la version israélienne de l'aspirine], qui ne servait pas à grand-chose.

« Un jour, un des prisonniers avala plusieurs comprimés, après quoi il perdit conscience. Il est resté là, allongé sur le sol, plus d'une heure, mais les docteurs ne se pressaient pas : « Qu'il attende ! Personne ne lui a donné l'ordre de se suicider ?! », commenta le médecin en question. « Un Arabe de moins, c'est toujours ça de gagné !... »

« Un des prisonniers se mit à souffrir de terribles démangeaisons, c'était les couvertures militaires, sales, qui lui avaient provoqué ça. Le prisonnier fut accusé d'avoir eu ces démangeaisons avant son arrivée de la bande de Gaza. Mais je sais qu'il allait parfaitement bien, à son arrivée au centre de rétention. Il avait seize ans. Il avait été chopé la veille, tandis qu'il tentait, en compagnie de son frère, de s'infiltrer en territoire israélien. Le toubib décréta qu'il devait être mis en quarantaine.

« Une fois mis en quarantaine, le prisonnier, qui souffrait toujours de démangeaisons atroces, hurlait et appelait au secours. Il est resté là, comme ça, très longtemps, à se geler dans une minuscule cellule, avec très peu à manger. J'ai supplié l'officier de me laisser lui expliquer pour quelle raison il avait été mis à l'isolement, et essayer de le calmer. Mais on ne m'en donna pas l'autorisation.

« Le docteur a dit que ce prisonnier devait prendre une douche par jour. Mais même s'il avait pris une douche, cela n'aurait sans doute pas vraiment amélioré son état, étant donné qu'il devait redosser ses vêtements usagés sales et sans doute contaminés, après...

« La plupart des trouffions israéliens regardaient les Palestiniens comme s'ils eussent été des animaux. J'en ai vu qui, à seule fin de s'amuser et de s'éclater, crachaient dans les plats de nourriture des prisonniers. Quand les prisonniers arrivent au centre, ils ont déjà été tabassés par la patrouille de garde-frontières qui les ont chopés.

« Un des tous premiers jours où j'étais au centre, j'ai vu un soldat de la police des frontières tabasser un gamin, là, juste dans le centre. Je lui ai demandé d'arrêter ça. « Ferme ta gueule, gauchiste philo-arabe ! », qu'il m'a gueulé dessus... A l'époque, je voulais encore avant tout éviter les emmerdes, alors je me suis écrasé...

« Les sergents tabassent les prisonniers 24/24 7/7. Apparemment, le soldat israélien attend des prisonniers qu'ils parlent couramment l'hébreu, et tout mot prononcé en arabe par un prisonnier semble être perçu par les gardiens comme une insulte. Si un prisonnier non encore au courant se plaignait, ils le battaient comme plâtre.

« Au cours d'un appel, un des prisonniers dit quelque chose, et le gardien pensa qu'il lui tenait tête : il a tordu le bras du prisonnier derrière son dos, et il l'a balancé contre un mur. Le garde l'a placé, ensuite, à l'isolement au mitard, une cellule incroyablement exigüe. Le prisonnier continua à gémir de douleur durant plusieurs jours, avant qu'on ne m'eût demandé de l'emmener chez un médecin, qui diagnostiqua un bras cassé. Après que j'eus expliqué au médecin ce qu'il s'était passé, celui-ci a écrit, dans son rapport, que le prisonnier s'était fracturé un bras après avoir trébuché. Alors que j'insistais, qu'il s'agissait d'un tabassage, un des infirmiers me fit comprendre clairement que si je continuais à ouvrir ma grande gueule, ils allaient me « péter la tronche ». Après ses révélations publiques, Haim a été harcelé, et considéré comme un traître par beaucoup de ses amis.

L'armée dit qu'elle examinerait ses révélations et la promesse fut faite qu'une enquête officielle serait diligentée. Le commandant du centre de rétention fut démis de ses fonctions.

Il faut, toutefois, se souvenir qu'il existe de nombreux autres centres similaires à celui-ci en Israël, et qu'il y a beaucoup de prisonniers dont on ne sait tout simplement strictement rien. De plus, il ne faut pas oublier que les otages qu'Israël a kidnappés au Liban, sont considérés comme des pions, en vue de futurs échanges de prisonniers avec le Hezbollah. Cinq de ces otages libanais viennent d'être libérés. Un avait trente-et-un ans. Il était prisonnier - sans jugement, et sans avoir commis la moindre faute - depuis l'âge de seize ans : cela fait quinze ans en captivité.

L'exposé fait par Haim n'a fait que très peu de vaguelettes en Israël. Le puits de la compassion israélienne est peut-être totalement à sec ? L'élément le plus préoccupant, dans cette histoire, c'est cette cruauté non-provoquée et totalement arbitraire dont font preuve ceux qu'on ne peut considérer autrement que des « Israéliens ordinaires ». Cela semble confirmer les nombreuses prévisions faites par des psychologues, à savoir que l'occupation prolongée par Israël des territoires palestiniens a pu dépouiller les Israéliens de leurs âmes. Si la paix est un jour instaurée, et quand elle le sera, et nous espérons que ce jour est proche, où le « nouvel Israélien » déversera-t-il toute sa cruauté, toute sa haine et toute sa violence accumulées ? Le taux des actes violents d'ores et déjà perpétrés par des Israéliens envers des Israéliens, à commencer par des membres de leur propre famille, pourrait être la

revanche finale des centaines de milliers de victimes innocentes d'Israël.

Victor Ostrovsky *

Washington Report on Middle East Affairs, Mars 2000, pages 35-36, 78
traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

Victor Ostrovsky : Ancien officier du Mossad, Victor Ostrovsky est l'auteur des ouvrages By Way of Deception [cet ouvrage a été traduit et publié en français, mais les sionistes ont fait disparaître les copies, selon leur vieille habitude, et ce livre est pratiquement introuvable...] et The Other Side of Deception, qui peuvent être commandés (en anglais) sous la forme d'audio-livres à AET Book Club [(On lira avec profit un autre article de cet auteur fort bien renseigné à ce lien URL :

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=7762&type=analyse>).]

<http://washington-report.org/backissues/0300/0003035.html>

2-2 Nous n'avons pas pu entrer dans la bande de Gaza ...

UN SURVOL DE LA 147EME MISSION CCIPPP (du 12 au 24 février 2009)

Ce n'est pas faute d'avoir essayé ! Nous savions que la décision de fermeture de la frontière avait été prise au plus haut niveau. Le contrôle de cette frontière est en effet un élément important dans les négociations en cours entre l'Egypte, Israël et la Bande de Gaza. Donc nous savions qu'à notre niveau nous ne pouvions agir sur cette décision. Cependant, du lundi 16 au dimanche 22, durant sept jours nous nous sommes présentés avec tous nos bagages (et nous étions chargés !) au poste frontière de Rafah et nous y sommes restés en moyenne 5h par jour pour bien montrer que nous voulions passer. Trois, quatre, cinq fois par jour nous avons interpellé les policiers en uniforme et en civil pour demander des explications et exiger d'être reçus pas le chef de poste. Chaque jour nous lui avons inlassablement répété le but de notre mission et exposé la nécessité de notre passage.

La réponse des gardes frontière ...

Le premier jour ils nous ont dit que le ministère des affaires étrangères égyptien n'était pas informé de notre mission. Mais ils ont vu que nous n'étions pas dupes et à partir du second jour leur réponse a été : « nous n'avons pas de consigne de nos service secrets vous concernant ». A partir du jeudi 20 nous avons déposé nos bagages carrément devant la porte d'entrée et accentué notre pression. Samedi soir nous avons décidé de dormir sur place dehors, à 20m de la porte. Le chef de poste nous a reçus pour nous dire que c'était inutile puisque dimanche ce serait ouvert pour tout le monde, que cela donnerait une mauvaise image de l'Egypte (!). Nous avons maintenu notre décision et vers les 19h30 (la nuit tombe à 18h) alors que nous préparions les sardines grillées sur le barbecue prêté par le gérant du petit bistrot du poste frontière, un haut responsable en civil a débarqué avec une douzaine de policiers en civil et en tenue pour nous signifier d'un ton sans réplique que c'était une zone militaire et qu'il était hors de question qu'on reste ici une minute de plus. Malgré quelques réactions hostiles du groupe, au ton et aux propos du policier, j'ai pris la décision d'obtempérer.

En effet, plusieurs informations convergentes confirmaient « l'ouverture de la frontière » dimanche et il aurait été dommage d'hypothéquer un éventuel passage par une arrestation et une nuit au poste...

Le dimanche 22 toutes les télévisions ont annoncé que la porte de Rafah était ouverte...

Depuis le 5 février, seuls les blessés et un tout petit nombre de palestiniens qui étaient sortis pendant les bombardements étaient autorisés à entrer dans la bande de Gaza. Le dimanche 22 effectivement la frontière a heureusement été ouverte à tous les palestiniens qui ont été autorisés à entrer ou sortir. Nous en avons vu entrer plus de 150, ceux qui attendaient depuis avant les bombardements et tous ceux et celles, des familles entières ou partielles qui ont la double nationalité et qui jusque-là étaient interdites d'entrer. Mais les non-palestiniens ont été interdits d'entrer et notre délégation, les canadiens, malaisiens, coréens et anglais avons été interdits d'entrée. L'ouverture de la frontière a été, en effet, médiatisée comme une « ouverture totale » ; même Al Jazeera l'a annoncé de cette manière. Peut-être était-ce, de la part du gouvernement égyptien, une réaction à l'encontre d'Israël. Le président Mubarak avait en effet annoncé un accord imminent et Israël a tout bloqué en faisant entrer dans la négociation la libération du soldat Shalit.

Mais ce traitement ambigu de l'ouverture est significatif car il tend à établir un état de fait selon lequel à cette frontière ne passent que les palestiniens (ou des délégations exceptionnelles comme celle de la Ligue Arabe qui est passée dimanche soir et celle des parlementaires européens qui est passée lundi). Si cette règle se confirmait cela signifierait, pour de simples citoyens internationaux, l'impossibilité de passer par Rafah et du coup Israël garderait le contrôle absolu de l'entrée des internationaux dans la bande de Gaza, ce qui est très lourd de conséquences.

Il ne fait aucun doute que l'Egypte n'a pas envie de voir débarquer sur son territoire des militants du mouvement de solidarité à la Palestine et encore moins que ces gens tissent des liens avec le mouvement égyptien de soutien à la Palestine !

De la même manière l'Egypte redoute sur son propre territoire l'influence des thèses du Hamas.

Ainsi un haut gradé que nous avons interpellé dimanche matin nous a répondu que pour passer à Gaza nous devons avoir une « coordination » avec l'Autorité Palestinienne (!) alors que c'est le Hamas qui gouverne la bande de Gaza. Autrement dit, « tant que le Hamas gouvernera la bande de Gaza vous ne passerez pas ». Après les massacres des bombardements il est évident qu'à travers le blocus de Rafah l'ensemble de la population palestinienne de Gaza continue d'être prise en otage, affamée, maltraitée en vue de destituer le Hamas de son pouvoir.

Le 12 février nous savions que la frontière était fermée depuis le 5, mais nous sommes partis quand même...

Même si l'Egypte avait annoncé l'ouverture de la frontière nous n'aurions eu aucune garantie. Nous savons par expérience que pour tout ce qui touche à la Palestine la politique israélienne n'obéit qu'à une seule règle : celle de bafouer tous les engagements pris afin d'empêcher toute prévision logique. Et comme la situation internationale est mouvante nous voulions être sur place pour profiter de la moindre opportunité qui pourrait se présenter. (D'ailleurs sans le blocage d'Israël nous aurions pu rentrer le dimanche 22 et les 11 membres de la mission qui étions à Rafah avons décidé de prolonger la mission et passer 5 jours à Gaza en assumant tous les frais d'un nouveau billet d'avion).

Mais la raison principale de notre mission est que nous voulions témoigner par notre présence physique à la frontière, la fermeté de notre solidarité aux palestiniens de la bande de Gaza. Nous sommes restés en contact téléphonique permanent, deux à trois fois par jour avec nos correspondants du PCHR et nos amis de Gaza, nous avons répondu à des interviewes téléphoniques pour une radio et une télévision de Gaza... Par notre présence permanente et déterminée nous avons prouvé aux palestiniens qu'ils n'étaient pas seuls et que la solidarité internationale ne les oublait pas. Bien que modeste c'est un message fort qui a été envoyé, reçu et apprécié de nos amis palestiniens. C'était le sens de notre mission et sa justification, bien sûr il eut été préférable pour les deux parties qu'on rentre à Gaza, mais d'autres missions CCIPPP le feront bientôt j'espère et notre expérience les y aidera.

Nous voulions également montrer à Israël la détermination de notre solidarité avec le peuple palestinien et lui signifier que nous mettrons en œuvre toutes les possibilités pour briser le blocus. Plusieurs bateaux de solidarité savaient qu'ils allaient être interceptés par Israël et empêchés d'accoster à Gaza ; ils sont partis quand même... Nous devons tout tenter contre le blocus.

Nous voulions aussi faire comprendre au gouvernement égyptien notre opposition au blocus via Rafah. En effet la presse locale d'El Arich (dernière grande ville à proximité de la frontière) s'est fait l'écho de notre mission et de notre présence à la frontière. Notre enquête (cf. article sur l'aide humanitaire bloquée) et nos activités nous ont valu une surveillance rapprochée de la police égyptienne, dans tous nos déplacements et jusque dans notre hôtel. Lors de notre retour au Caire nous avons été escortés jusqu'à quelques kilomètres du Caire, nous avons dû donner le nom de l'hôtel etc. Là aussi le message à l'égard des autorités égyptiennes est passé !

Au fond qu'avons-nous appris de cette action à la frontière et de ce passage par l'Egypte ?

Les excellents témoignages des autres membres de la mission répondent mieux que je ne le ferais à la première partie de la question (Palestiniens bloqués dehors, blocage de l'aide humanitaire, le mouvement de solidarité en Egypte etc. voir <http://www.protection-palestine.org/spip.php?article7008>).

Quand nous pensons à Gaza nous pensons à juste titre à la population à l'intérieur de la bande de Gaza et là nous nous avons été frappés par l'angoisse et la détresse des « morceaux » de familles qui ne pouvaient pas rentrer. Notamment des femmes seules avec plusieurs enfants qui ne savaient où aller. Le blocus est vraiment une arme violente de destruction du peuple palestinien.

J'ajouterai que nous avons découvert la gravité de la situation de la population égyptienne qui vit tout le long de la frontière et notamment à Rafah. Eux aussi ont été victimes des bombardements israéliens et subissent encore le poids de cette politique meurtrière. Ils se considèrent comme des palestiniens et d'ailleurs sont sous haute surveillance des autorités égyptiennes à Rafah en particulier. Nous avons vérifié l'écart entre la politique du gouvernement égyptien et les positions de la plupart des égyptiens que nous avons rencontrés, y compris au sein de la police de la frontière et de celle chargée de nous surveiller ! Lors de nos interpellations à la frontière, nous indiquions que nous étions une mission médico-psychologique et de solidarité et quand nous disions aux gardes frontières (militaires et civils) : « Vous savez mieux que nous ce qu'ont fait les israéliens là-bas, vous savez bien que les gens de Gaza ont besoin d'aide etc. » alors ils changeaient de ton, baissaient la voix et nous disaient : « vous savez, nous avons des ordres... ».

Enfin et c'est sans doute la nouveauté la plus importante, nous avons rencontré le mouvement égyptien de solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Les compte-rendus de nos rencontres vont être prochainement publiés sur notre site qui vous informeront concrètement de cette réalité. Nous avons découvert les conditions difficiles (répression féroce) de leur lutte.

Mais par-delà l'appui logistique sans lequel cette mission n'aurait pu atteindre son but – et nous les remercions chaleureusement de leur accueil et de leur aide - je voudrais souligner l'importance politique stratégique de ces premiers liens et de leur indispensable développement pour le renforcement de la solidarité internationale avec le peuple palestinien. Ces camarades et amis apportent un éclairage et des analyses indispensables au mouvement de solidarité européen.

D'ores et déjà un cadre politique est posé avec des projets de contributions sur les sites respectifs, des échanges d'informations et d'analyses. Gageons que les coordinations qui sont en cours vont établir un flux d'échanges plus important entre le mouvement de solidarité européen et les mouvements des pays arabes de cette région, c'est vital pour les uns comme pour les autres.

La situation actuelle des palestiniens et perspectives ...

Après les massacres des populations et les désastres médico-psychologiques, après les destructions matérielles et économiques Israël fait du blocus de la Bande de Gaza son arme principale contre TOUT le peuple palestinien. Par le blocus, il espère faire plier la résistance dans la bande de Gaza et ainsi réussir là où il a échoué par les massacres et crimes de guerre ! Par le blocus, il espère accroître les divisions entre les courants politiques palestiniens en faisant miroiter le retour de la Bande de Gaza sous la direction de l'Autorité Palestinienne.

Par le blocus de la Bande de Gaza déclarée « entité hostile », il offre à l'Union Européenne le prétexte et l'alibi fallacieux pour continuer de refuser à reconnaître le Hamas comme interlocuteur et ainsi bloquer toute progression positive dans l'évolution de la situation.

C'est ce qui devrait faire de la lutte contre le blocus de la Bande de Gaza un des points forts de l'action du mouvement de solidarité au peuple palestinien. Or la question du blocus est directement liée au refus d'Israël, des Etats unis et de l'Union Européenne de reconnaître le Hamas comme interlocuteur.

En 2002 la solidarité s'est centrée contre « l'opération rempart », c'est-à-dire contre l'occupation des villes palestiniennes de Cisjordanie, les massacres (Naplouse, Jénine) et le siège d'Arafat à la Moqata. Depuis 2003 la lutte contre le Mur est devenu le centre de l'activité de solidarité avec le soutien à la résistance des villages de Cisjordanie en lutte contre le mur. Depuis 2006, date de l'élection démocratique du Hamas au gouvernement tout en maintenant une guerre de basse intensité en Cisjordanie (assassinats, arrestations, colonisation accélérée, annexion de Jérusalem) l'offensive israélienne s'est focalisée sur le Hamas et sur la Bande de Gaza où il est très représenté. Le blocus et les attaques meurtrières (230 tués en juillet 2006, 1345 lors de l'attaque de décembre 2008) sont l'arme choisie pour tenter de le détruire. Aujourd'hui le mouvement international de solidarité au peuple palestinien doit imposer la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, c'est à dire le droit de choisir ses représentants politiques.

La solution au blocus passe par la reconnaissance du Hamas comme une des composantes politiques du peuple palestinien, comme un des interlocuteurs représentatif d'un courant politique nationaliste palestinien.

C'est la raison pour laquelle à Montpellier par exemple la CCIPPP, avec d'autres, insistons sur la nécessité d'un jumelage avec la ville de Gaza par exemple. La reconnaissance du Hamas et la normalisation des relations avec la Bande de Gaza est aujourd'hui la seule voie par laquelle une issue à la guerre est possible. On ne peut pas condamner la violence sans s'attaquer aux causes de la violence, on ne peut pas parler de paix et faire la guerre à une partie du peuple palestinien.

José Luis Moraguès, coordinateur

<http://www.protection-palestine.org:80/spip.php?article7054>

2-3 Benito Perez : Le juteux business de la colonisation israélienne.

Faire la «paix économique» avant de négocier avec les Palestiniens leur avenir politique? La proposition de Benyamin Netanyahou durant la récente campagne électorale a surpris. Le chef du Likoud (droite) ne cherchait-il qu'à éluder les questions politiques délicates, sans paraître se figer dans le statu quo? Ou le futur premier ministre cache-t-il réellement un plan de développement pour la Palestine? Et surtout quel peut-il être, si l'on sait que M. Netanyahou est un défenseur acharné de la colonisation et des mesures sécuritaires les plus sévères? La Banque mondiale, l'ONU, le Bureau international du travail, tous l'affirment d'une seule voix: le bouclage et la fragmentation des territoires sont les principales entraves aux activités économiques en Palestine. Pis, depuis qu'Israël a choisi de bâtir le «mur de séparation» et a refermé ses portes aux travailleurs palestiniens – remplacés notamment par les migrants russes –, quelque 100 000 Cisjordaniens et Gazaouis ont grossi les rangs des chômeurs, soit environ un cinquième de la main-d'oeuvre palestinienne. Actuellement, un tiers des habitants arabes des territoires occupés n'ont plus aucune activité rémunérée, ne serait-ce qu'à temps partiel.

Zones industrielles juives

La réponse à l'apparente contradiction qui voit un nationaliste ultralibéral se préoccuper de l'économie palestinienne se cache peut-être dans les colonies juives de Cisjordanie, où vivent aujourd'hui entre 500 000 et 600 000 Israéliens. Cent trente-cinq implantations officielles que le futur premier ministre Netanyahu se fait fort de développer, afin d'«absorber la croissance démographique naturelle» d'Israël.

La construction d'infrastructures à l'usage des colons et les services qui leur sont apportés sont de longue date un business très convoité par les entreprises israéliennes et une source importante de travail pour les Palestiniens, explique la pacifiste israélienne Debby Lerman, de la Coalition of Women for Peace (CWP). A l'instar du controversé tramway de Jérusalem, conduit par les transnationales françaises Alstom et Veolia, le maillage serré des implantations juives de Palestine au territoire israélien recèle de juteuses opportunités pour les joint-ventures à capital national et international.

Moins connues sont les colonies industrielles, qui ont poussé ces dernières années à l'ombre du mur de séparation. Si les implantations ont toujours hébergé des activités économiques, de l'artisanat des débuts, «on est passé à la production industrielle», selon Mme Lerman. De l'agro-industrie de la vallée du Jourdain aux usines installées le long du mur, plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens franchissent quotidiennement les checkpoints de ces zones industrielles d'un genre particulier, calcule Raed Abu Youssef.

Des employés dispersés dans plus de 350 entreprises que ce syndicaliste d'Hébron tente d'organiser depuis plus d'un an pour le compte de l'ONG israélienne Kav La'Oved. Un travail titanesque que cette organisation mène pratiquement seule depuis 2002. Par principe, Histadrouth, la grande centrale syndicale israélienne proche des travaillistes, ne se mêle pas des territoires occupés. Quant aux syndicats palestiniens, barrés des colonies, ils se montrent réticents à l'égard de travailleurs qui ont longtemps fait figure de «traîtres». «Mais le phénomène a pris une telle ampleur que les syndicats commencent à se coordonner avec nous», assure Raed Abu Youssef.

D'Oslo à Pretoria

A l'origine de ce développement: les accords de paix d'Oslo en 1994. Shimon Peres, l'un de ses artisans israéliens, prévoyait de limiter la transhumance quotidienne de quelque 200 000 travailleurs palestiniens vers Israël par des projets productifs conjoints dans les territoires.

Rapidement mis au frigo, ce plan concerté a été réactivé il y a environ cinq ans. «Mais il ne reste rien de l'ambiance optimiste d'Oslo, prévient Adri Nieuwhof. Les Israéliens ont repris le projet à leur compte, à mesure qu'ils enfermaient les Palestiniens» dans les territoires. Pour cette militante hollandaise venue à la cause palestinienne après des années passées auprès du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, la vision israélienne ne diffère pas de celle de l'ancien régime sud-africain: un apartheid territorial plaçant le réservoir de travailleurs sous contrôle militaire. Mieux qu'un bantoustan sud-africain, une colonie en Cisjordanie, «ce n'est pas la Palestine, ce n'est pas Israël, c'est une zone libre».

Libre, en tout cas, pour les employeurs, qui disposent là d'un réservoir inépuisable de travailleurs dociles et bien formés, les deux tiers des Palestiniens ayant suivi des études secondaires. Et plusieurs centaines de milliers de chômeurs et un tiers de salariés vivant sous le seuil de pauvreté, «les Palestiniens n'ont pas vraiment de choix», relève Raed Abu Youssef.

Paradis patronal

Ni Israël ni Palestine, les colonies ont longtemps appliqué à leurs employés arabes la législation jordanienne en vigueur avant la conquête de 1967. Pas de syndicats, pas de vacances, aucune protection sociale ou sanitaire (25 morts par an), des salaires entre 6 et 10 shekels de l'heure (de 1,7 à 2,8 francs), alors que le smic israélien est à 21 shekels (5,9 frs), des conditions patronales de rêve, encore renforcées par les politiques d'encouragement menées par l'Etat d'Israël (impôts locaux modérés, prêts subventionnés). «Sans compter que les ressources – terre, eau, etc. – sont quasiment gratuites, puisqu'elles sont volées aux Palestiniens», accuse Debby Lerman.

On comprend mieux dès lors pourquoi plusieurs projets de zones industrielles sont en cours d'élaboration afin d'absorber les demandes insatisfaites sur les principaux sites actuels de Tulkarem, Kalkilia, Salfit (Barkan) et Ariel.

Sous l'impulsion de Kav La'Oved, la Cour suprême israélienne avait pourtant jeté un froid, en octobre 2007, sur cet appétissant banquet, en estimant que la loi sur le travail de l'Etat hébreu devait s'appliquer à ses entreprises sises en territoire occupé. Mais cette victoire juridique, Raed Abu Youssef et ses camarades ont toutes les peines à la faire respecter. Entre autres astuces, des sociétés palestiniennes écrans ou des fiches de paie tronquées suffisent à contourner la loi.

Au-delà de la complicité de l'administration israélienne, le vrai obstacle réside dans la situation d'extrême précarité des Palestiniens. «Pour se rendre au travail dans une colonie, l'ouvrier a besoin d'un laissez-passer renouvelable tous les trois mois. Il a intérêt à montrer patte blanche», résume M. Youssef. Pis: il n'est pas rare que l'autorisation militaire, attribuée après un entretien avec un officier des services secrets, se paie d'une dénonciation d'un «terroriste» ou d'un «agitateur», accuse Adri Nieuwhof.

La poubelle d'Israël

Ce far east colonial attire également une clientèle soucieuse de violer les normes environnementales en vigueur en Israël. «On utilise la Palestine comme notre poubelle», s'emporte Debby Lerman, dont l'organisation a recensé les décharges installées en territoire occupé. «Dans la zone industrielle de Tulkarem, tous les ouvriers sont malades. Il y est parfois impossible de respirer», témoigne M. Youssef. Le syndicaliste relève d'ailleurs la tendance à séparer géographiquement colonie de peuplement et son pendant industriel... Ainsi la fameuse zone industrielle de Barkan héberge plus d'une centaine d'entreprises et 6000 emplois pour 1200 habitants!

Résistances

Raed Abu Youssef se refuse pourtant à baisser les bras. Depuis la sentence de la Cour suprême, «plusieurs luttes ouvrières se sont terminées par des victoires» et «une dizaine d'usines appliquent maintenant la loi israélienne», annonce-t-il. Certaines ont plié lorsque Kav La'Oved a informé clients et investisseurs étrangers des conditions de travail dans les colonies.

Une stratégie qu'Adri Nieuwhof appelle à intensifier pour amener les occidentaux à désinvestir. Certaines sociétés du nord de l'Europe – Heineken, Assa Abloy, Unilever – ont déjà retiré leurs billes. D'autres subissent une pression renforcée depuis les massacres de Gaza, affirme l'activiste hollandaise, dont les enquêtes pour le site «Electronic Intifada» alimentent régulièrement ce combat.

«En Suisse, nous sommes en discussion avec la Banque Sarrasin, afin qu'elle retire l'action Veolia de son 'fonds durable': consolider une occupation militaire n'est en aucun cas un développement durable», raille Mme Nieuwhof. Elle rappelle que «transformer profondément les infrastructures d'un pays occupé viole le droit

international» et pointe Genève, dépositaire des conventions homonymes, et dont la régie de transports collabore avec Veolia (Connex).

L'ex-activiste anti-apartheid incite aussi au boycott, non seulement des produits israéliens, mais aussi de ceux de Cisjordanie, dans leur immense majorité provenant des colonies. Au risque de laisser les Palestiniens sans travail? «Oui, les colonies n'offrent que des emplois de mauvaise qualité et renforcent notre dépendance. On ne peut rien bâtir de durable là-dessus», répond Raed Abu Youssef, quittant sa casquette de défenseur «pragmatique» des travailleurs. «Les ouvriers me disent souvent: mon patron me traite exactement comme un soldat au barrage. C'est symbolique!»

Source: <http://www.lecourrier.ch/index.php?name=NewsPaper&file=article&sid=441702>

le 28 février 2009

3 Annexe

3-1 Pour soutenir la Résistance Anti-Impérialiste des peuples et la construction des Alternatives à la Globalisation.

Déclaration finale du Forum international de Beyrouth

A l'initiative (*) et avec l'appui (**) de nombreux centres de recherche, associations, syndicats et mouvements politiques, culturels ou sociaux, les travaux du Forum international de Beyrouth se sont déroulés les 16-17-18 janvier 2009, en présence de 450 représentations arabes et internationales et de personnalités éminentes, venus de cinq continents (66 pays).

Ce Forum, où étaient fortement représentés l'Amérique Latine, l'Asie et le Proche Orient, incarnait l'esprit de la Tricontinentale.

Deux grandes actualités ont marqué le Forum. D'une part, la résistance héroïque du peuple palestinien de Gaza face à une intensité de violence et une barbarie sans précédent.

D'autre part, la crise globale du capitalisme, qui n'est pas seulement financière mais aussi économique, sociale, culturelle et morale, mettant en danger la survie de l'humanité.

Principes et Droits

Le Forum affirme que :

- Les peuples ont droit à la résistance et ce dernier doit être inaliénable, soutenu par l'ensemble de la communauté internationale et reconnu comme tel dans le droit international ;
- Le combat de la résistance face au colonialisme est indissociable du combat que mènent les révolutionnaires et hommes libres du monde face au capitalisme globalisé, à l'impérialisme, à la militarisation et la destruction des acquis sociaux. Ceux-ci sont le produit de plus de deux cents années de luttes acharnées des classes laborieuses.
- Les peuples ont droit à la souveraineté sur leurs ressources naturelles. Les droits à l'alimentation, à la santé et à l'éducation priment sur toute considération marchande ;
- Chaque culture et tous les savoirs doivent pouvoir contribuer à la construction de biens communs de l'humanité sur la base du respect de la Nature, de la primauté des besoins humains et d'une gestion démocratique des sociétés ;
- Le droit au fonctionnement démocratique doit s'exercer non seulement sur le plan politique mais également sur le plan économique et il concerne aussi bien les hommes que les femmes ;
- Le droit à la différenciation culturelle et la liberté de culte en refusant toute stigmatisation culturelle et raciale.

Campagnes et Résolutions :

- Concernant Gaza

Les participants au Forum affirment leur soutien à la résistance du peuple palestinien de Gaza. Ils condamnent le terrorisme, les crimes, et la violation de toutes les normes et valeurs humaines exercées sur ces populations par Israël. Aussi, ils appellent à :

- 1- L'application de sanctions strictes à l'égard d'Israël, telles : rupture des relations et des conventions et interdiction de toute vente d'armes à ce pays.
- 2- Des poursuites contre les Etats et les firmes qui vendent des armes à Israël.
- 3- Appeler l'Union européenne à cesser toute collaboration économique politique et culturelle avec Israël et à annuler toutes les conventions et accords qui la lient à ce pays.
- 4- Tenir une conférence internationale pour évaluer les crimes de guerre, et les crimes contre l'humanité exercés sur la population de Gaza, ainsi que les crimes économiques et écologiques, et traduire en justice les responsables de ces faits et de ceux commis au Liban en 2006.
- 5- Réhabiliter la résolution de l'ONU N°3379 assimilant le sionisme et le racisme et expulser Israël de l'ONU.
- 6- Lancer une campagne internationale pour la reconstruction de Gaza, la levée du blocus et la libération des prisonniers politiques.

- Concernant le soutien à la résistance et la lutte anti-impérialiste

1- Les participants ont exprimé leur soutien aux deux résistances palestinienne et libanaise dans leur lutte contre l'occupation israélienne ainsi qu'à la résistance irakienne qui se bat contre l'occupation américaine. Ils soutiennent en outre, les efforts du peuple irakien pour préserver son unité territoriale. 2- Les participants annoncent leur soutien à l'autodétermination du peuple afghan et sa lutte contre l'occupation américaine et atlantique.

3- Les participants adressent un salut au président vénézuélien Hugo Chavez, ainsi qu'au président bolivien Evo Morales pour leur soutien à la résistance des peuples. Ils expriment un appui total à leur lutte contre l'ingérence des Etats-Unis en Amérique Latine.

4- Les participants appellent à la levée du blocus sur Cuba et la libération des prisonniers cubains détenus dans les geôles US.

5- Les participants condamnent l'alliance entre les USA et le gouvernement de Colombie qui depuis quatre décennies terrorise son propre peuple et œuvre à déstabiliser les régimes progressistes de l'Amérique Latine. Aussi ils apportent leur appui aux mouvements révolutionnaires en lutte contre ce régime.

6- Les participants appellent à la constitution d'une ligue internationale des parlementaires pour défendre les droits des peuples à la résistance et l'autodétermination. Et pour réactiver les accords relatifs à la protection des populations civiles.

7- Ils appellent à la création d'un réseau médiatique international pour démasquer les propagandes mensongères concernant la nature et les crimes perpétrés par Israël.

8- La poursuite du travail du tribunal de conscience pour juger les crimes de guerre, notamment la traduction en justice des responsables des crimes de guerre perpétrés au Liban en 2006.

9- Lancer une campagne pour l'application du conseil consultatif du tribunal de justice international concernant le mur de séparation raciale en Palestine ;

10- Fonder un réseau international en vue de se coordonner entre représentations locales au moment des crises et des guerres ;

11- Refuser les menaces et provocations US à l'égard de l'Iran, quant à son droit de développer un programme nucléaire civil dans le cadre des normes internationales. Refuser également les menaces guerrières US à l'égard de la Syrie et du Soudan ;

12- Contrecarrer les tentatives américaines de vider la législation internationale et humanitaire de son contenu sous prétexte de guerre anti terroriste ;

- Les Participants proposent comme alternatives au dictat du marché de :

1- Sortir l'agriculture et les secteurs liés à l'alimentation des négociations internationales pour libéraliser le marché (Gatt, OMC...)

2- Récuser les accords et les politiques internationales permettant aux grosses firmes de mettre la main sur le vivant mettant en péril la biodiversité.

3- Réaliser en opposition au projet néolibéral de Sarkozy, un Marché Commun Méditerranéen, (N'incluant pas l'état colonial d'Israël), basé sur le principe du commerce équitable entre consommateurs et producteurs, du nord et du sud du bassin ainsi qu'à l'intérieur de chaque pays. Ceci dans un processus de construction d'une mésorégion en Méditerranée.

4- Lutter contre la surexploitation exercée par la pêche industrielle et favoriser la pêche artisanale, en garantissant un coût social.

5- Préserver le patrimoine commun de l'humanité et les ressources fondamentales pour la vie. En développant l'agriculture organique, et en utilisant les énergies renouvelables

(*) Initiateurs :

The Center for Studies and Documentation in Beirut International Campaign against American and Zionist Occupation (the Cairo Conference) The National Gathering to Support the Choice of Resistance (Lebanon) The International Anti-Imperialist and Peoples' Solidarity Forum (the Calcutta-India Conference) Stop the War Campaign (London)

[Pierre BEAUDET](#)

samedi 31 janvier 2009

<http://alternatives-international.net/article2905.html>

-

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19